

ORAN : AFFAIRE SONATRACH-SAFIR

Verdict attendu aujourd'hui

Une semaine après un procès houleux qui a eu lieu mercredi dernier et mis en délibéré, qui a failli être suspendu après l'incident survenu entre le parquet et les avocats, l'attente est pesante pour les cinq accusés, à savoir Feghouli Abdelhafid, ancien vice-président de Sonatrach-Aval et P-dg par intérim du groupe Sonatrach, nommé à la direction de la compagnie Tassili Airlines en mai 2010, Benamor Touati, ex-responsable de l'entreprise Cogiz, filiale à 100% de Sonatrach, Meziane Mohamed, l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Tidjini Nechnech, ex-Dg de Safir SPA, et Henni Mekki, ex-directeur des études et du développement de l'activité Aval. Chacun d'eux risque des peines d'emprisonnement allant de 4 et 6 ans. Le verdict devrait être connu aujourd'hui.

Au cœur de l'affaire, un marché de réalisation d'un complexe de stockage d'azote, composé de deux stations, une à Arzew d'une capacité de 1,5 million de litres (10 bacs de 150 m³ chacun) et l'autre à Ouargla, d'une capacité de 600 000 litres (4 bacs), d'un coût global de près de 10 millions de dinars.

Il est reproché aux accusés la signature d'un contrat contraire à la réglementation (le code des marchés publics) et la dilapidation des deniers publics. Plus précisément d'avoir scindé ce projet en deux tranches, octroyant la première à la compagnie India Inox par voie d'appel d'offres, alors que la seconde a été accordée à Safir (entreprise algéro-française spécialisée en engineering et réalisation) par la formule de gré à gré.

Pour l'accusation, rien ne justifiait la fragmentation du projet en deux tranches, qui devait être cédé en bloc par un avis d'appel d'offres national et international. Second grief : le lot II relatif à l'étu-

de et à la réalisation du complexe d'azote a été confié par Sonatrach, via sa filiale Cogiz, à Safir par gré à gré, quatre mois avant la réception du «feu vert» de l'état-major du groupe Sonatrach, représenté par son P-dg Meziane Mohamed.

Troisième grief : l'argument «urgence» mis en avant pour justifier le gré à gré n'était pas recevable pour l'accusation, du moment que la tranche confiée aux Indiens pour la fourniture de matériels et moyens est passée, elle, par un avis d'appel d'offres.

Quatrième grief : le motif d'urgence est d'autant moins crédible dans ce cas que le projet tout entier a accusé un retard de plus de six mois dans l'arrivage des réservoirs fournis par India Inox, conséquence de la contrainte du Credoc de la LFC 2009.

Cinquième grief : les défaillances relevées dans la station de conditionnement d'azote d'Arzew, notamment «l'excès d'évaporation».

Sixième grief : l'argument du monopole détenu par Safir en matière d'engineering battu en brèche par l'accusation par un texte contre-argument qui stipule qu'il faut mettre en jeu les règles de la concurrence, même quand un opérateur se prévaut de ce statut, qui ne doit en aucun cas servir de justificatif pour contourner la loi.

Durant le procès, les accusés ont expliqué ce recours au gré à gré chacun selon ses arguments. Pour Nechnech Tidjini, ex-DG de Safir, «cela aurait été inconvenant, suicidaire de refuser un tel contrat». Tout en insistant sur le fait que Safir n'a pas été privilégiée dans l'octroi de ce projet, mais fut choisie pour ses compétences.

Pour sa défense, Benamor Touati, ex-responsable de Cogis, dira après avoir justifié ce recours au gré à gré par son souci d'assurer la sécurité des installations. «Si c'était à refaire, je referais le même choix, car il y va de la sécurité des installations de Sonatrach», dira-t-il.

Pour Abdelhafid Feghouli, ex P-dg par intérim de Sonatrach, une fois le projet transféré de Cogis vers Sonatrach Aval, «nous avons, dit-il, suivi tout le protocole en réétudiant le projet et en proposant deux choix : soit refaire l'avis d'appel d'offres pour le projet en entier soit poursuivre le procédé entamé par Cogiz. Une note que j'avais soumise à mon P-dg Meziane Mohamed, qui a approuvé le second choix.»

Pour Feghouli Abdelhafid, ce choix est justifié par l'accord obtenu de son responsable hiérar-

chique et l'urgence dans la réalisation du projet. Pour sa part, Henni Mekki, ex-directeur des études et du développement de l'activité Aval, dira : «J'ai réceptionné le contenu du projet une fois transféré à Aval et proposé les deux choix.»

Pour l'accusé, le choix de Safir répondait aux conditions de recours au gré à gré. «Cette seconde partie du projet devait être financée en dinars et rappelez-vous la directive du président de la République de donner la priorité au nationaux», a-t-il expliqué.

Enfin, Meziane Mohamed a expliqué son choix pour le gré à gré par le fait que Safir est une filiale de Sonatrach, ayant déjà fait ses preuves. «J'ai donné mon accord en me basant sur le travail déjà effectué par mes collaborateurs, sachant qu'il y avait également urgence, nous avions des projets en cours qui nécessitaient de grandes quantités d'azote. Je ne peux pas me permettre de tout étudier par moi-même, je reçois 11 000 lettres et dossiers par an.»

Sonatrach s'est constituée partie civile «pour avoir un droit de parole et d'accès au dossier», dira son avocat, et non pas pour exiger un quelconque dédommagement ne se mettant aucunement en position de victime. En effet, la Sonatrach est allée jusqu'à «défendre» les cadres incarcérés, et ce, par la voie de son avocat qui était intervenu durant le procès, pour, nous dit-on, peser sur le verdict, ce que les accusés espèrent voir se solder par leur acquittement.

Amel B.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Les experts plaident pour un changement de «mentalités»

L'avenir du partenariat public-privé en Algérie dépend, selon les experts, d'un changement des politiques et du cadre juridique. Pour eux, les «mentalités» dans les entreprises publiques doivent également changer.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier au forum d'El Moudjahid, les économistes étaient unanimes à tracer une nouvelle politique pour l'avenir du partenariat public-privé.

Pour le consultant international Malek Seraï, il est question de «renouveler le recensement des capacités des secteurs public et privé, de parapher les aspects juridiques afin de régler le problème de corruption et de prendre en considération la croissance de l'économie nationale».

Soulignant les «grandes» capacités du secteur privé dans différentes spécialités, l'économiste a plaidé pour que soit mis fin à la «dichotomie» entre les deux secteurs. «Il faut ouvrir le champ au privé tout en exigeant les normes internationales», a-t-il dit. Il a également proposé d'«harmoniser et de niveler» les deux secteurs à travers la «libération» des entreprises publiques dans la gestion de leur patrimoine et la mise à niveau des sociétés privées. Toutefois, Malek Seraï, a préconisé de «protéger» les secteurs stratégiques, tels que les hydrocarbures, l'électricité, l'eau et la communication, et ce, en maintenant leur statut public tout en gardant «le contrôle des comptes».

Par ailleurs, l'intervenant n'a pas manqué de dénoncer la priorité accordée à l'importation, notamment des produits asiatiques. «Halte à la l'importation ! Nous avons des sociétés nationales privées dont les produits

sont de loin meilleurs que ceux importés des pays asiatiques», a-t-il ajouté.

Pour sa part, Gérard Lambri, consultant international, a estimé que la mise à niveau des entreprises doit toucher les deux secteurs : public et privé. Il a également fait remarquer qu'en Algérie, «les entreprises privées œuvrent dans un cadre public», citant ainsi les écoles privées agréées qui «sont sommées d'adopter le programme scolaire public». L'expert a précisé également que les procédures pour la création d'une entreprise restent «lourdes et lentes».

Le représentant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et chef d'entreprise, Mohamed Sayad, a indiqué que chacun des secteurs compte plusieurs particularités : «Le public est plus sérieux et le privé plus proche du marché.»

R. N.

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES EN ALGÉRIE

Les opérateurs britanniques ont du mal à s'informer

L'information sur les opportunités d'affaires et d'investissement en Algérie est difficile à obtenir pour les opérateurs britanniques.

C'est ce que la présidente du conseil d'affaires algéro-britanniques, Lady Olga Maitland, a laissé entendre hier lors d'une conférence de presse, en présence de l'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, Martyn Roper.

Selon Lady Maitland, confiante, l'Algérie est très «ouverte», où «il y a beaucoup d'opportunités» d'affaires et d'investissement. Des opportunités que ce conseil, créé depuis 2005, a vocation à expliciter en Grande-Bre-

tagne et à «explorer», à charge cependant de disposer d'«informations assez précises». Ce qui fait pourtant défaut, notamment dans les portails électroniques officiels algériens, et ne permet pas de connaître les besoins précis. Voire la disponibilité de l'exécutif, de l'establishment en charge de la promotion de l'investissement étranger, n'est pas suivie d'effets immédiats, de réponses, de l'aveu même de Lady Maitland. En ce sens, elle suggère de mettre en place

un système davantage «simple, clair». Pour autant, la présidente du conseil s'affirme «patiente, persévérante et présente». Et dans la mesure où les relations bilatérales se diversifient et s'intensifient davantage, le Royaume-Uni s'engageant, selon son ambassadeur, à développer son partenariat avec l'Algérie, accompagner les PME et répondre aux besoins d'investissements créateurs d'emplois.

Un partenariat, important, notamment dans le domaine énergétique, pharmaceutique, l'éducation et les infrastructures, et qui devrait s'élargir aux services et échanges financiers

ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication.

Concernant l'octroi de visas pour les opérateurs algériens, l'ambassadeur britannique s'est montré rassu-

rant sur l'efficacité et la rapidité du dispositif de délivrance, à charge néanmoins pour les demandeurs d'agir à l'avance.

Chérif Bennaceur

Données économiques

Les exportations du Royaume-Uni vers l'Algérie ont plus que doublé au cours des cinq dernières années atteignant 345,7 millions de livres sterling en 2010, tandis que les exportations algériennes se sont élevées à 710,3 millions de livres sterling en 2010, soit une augmentation de près d'un tiers par rapport à 2009.

Ainsi, le commerce des biens entre le Royaume-Uni et l'Algérie a atteint 1 milliard de livres en 2010. Concernant les deux premiers mois de 2011, l'on évoque une augmentation des échanges bilatéraux.

Quant aux investissements britanniques en Algérie, ils ont atteint 115 millions de dollars, selon les chiffres de 2008.

C. B.

TRIBUNAL  
DE SIDI-BEL-ABBÈS  
Dix ans de prison ferme pour l'ex-chef de Sûreté de wilaya de Tlemcen

L'ex-chef de la Sûreté de wilaya de Tlemcen a été condamné, hier, par la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès à 10 ans de réclusion assortie d'une amende de 5 millions de dinars, dans l'affaire des 275 kg de kif traité saisis à Maghnia.

La cour a également décidé de la réclusion à perpétuité contre le principal accusé et prononcé plusieurs condamnations allant de 18 mois à 12 ans de prison ferme et deux acquittements.

Ce verdict a marqué l'épilogue de la gravissime affaire des 275 kg de kif interceptés dans une Renault 25, garée devant un domicile à Maghnia et dans laquelle sont accusés neuf officiers de la police, dont l'ex-divisionnaire de la Sûreté de Tlemcen (entre 2002 et 2005) et les présumés narcotrafiquants, dont le nom figure déjà sur la liste noire d'Interpol et qui purge actuellement 18 années de réclusion criminelle au pénitencier de Sidi-Bel-Abbès et d'autres personnes.

A l'issue du procès ouvert par la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès, qui a duré neuf jours vu la complexité de l'affaire et ses dessous et dans lequel ont défilé 15 accusés et près de 70 témoins sur les 116 convoqués. Les assises ont peiné à démêler l'écheveau afin de faire toute la lumière sur les graves faits, les révélations bouleversantes, les supposées machinations, règlements de compte et complots évoqués par les accusés.

Le ministère public a tenu un réquisitoire sur et sans clémence pour certains d'entre eux un réquisitoire qualifié d'expéditif par la défense des accusés.

Il a demandé des peines maximales, soit la réclusion criminelle à perpétuité pour huit accusés, dont un est en fuite et l'ex-divisionnaire de Tlemcen, huit ans de prison pour quatre officiers et un agent de police, cinq ans de prison pour une personne accusée de non-dénonciation de crime et quatre ans à l'encontre d'une personne accusée de détention de munitions sans autorisation.

Pour rappel, cette affaire remonte au 19 novembre 2005 lorsque le standard de la Sûreté de daïra de Maghnia a été destinataire d'un appel téléphonique faisant état de la présence d'une Renault 25 de couleur rouge contenant du kif traité et stationnée devant le domicile du dénommé B. B. dans le quartier Haddam. Sur les lieux et après perquisition du véhicule aux portières non fermées, les éléments de la police découvrent 275 kg de kif traité dans le coffre, un acte de naissance et la photocopie de la carte d'identité de B. B. bien en évidence. Arrêté en possession d'un fusil de chasse et de cartouches, ce dernier crie au complot et nie toute implication dans cette affaire. Poussant plus loin leur enquête, les policiers découvrent que les indications de l'appelant portées sur le registre du standard après le coup de fil qui «vendait la mèche» ont été sciemment raturées. L'officier du standard destinataire du coup de fil aurait, selon ses déclarations, procédé à la rature du numéro de téléphone de l'appelant sous la pression de ses supérieurs qui ont reconnu les coordonnées de ce dernier. Celui-ci n'est autre qu'un narcotrafiquant qui aurait monté le coup de la R 25 bourrée de kif à partir de sa cellule de prison pour régler le compte de B. B., dira-t-on au procès.

Le 24 décembre 2005, 254 kg de kif traité sont découverts dans l'ossature métallique d'un camion dans un parking à Ghazaouet (Tlemcen) dont l'un des compartiments était rempli de terre. Le volume du compartiment coïncidant avec les 275 kg interceptés le 19 novembre 2005. A l'issue de cette deuxième découverte, l'enquête allant s'accélérer menant à l'arrestation du reste des 15 accusés, alors que le 16<sup>e</sup> demeure en fuite toujours. Les présumés narcotrafiquants ont été écroués sous les chefs d'inculpation : détention de drogue, les officiers de police pour falsification de documents officiels pouvant faciliter le cours de l'enquête sur une personne pour non-dénonciation de crime et une autre pour détention de munitions sans autorisation. Quant à l'ex-chef de Sûreté de Tlemcen resté en liberté jusqu'à l'ouverture du procès, il a été accusé de participation de l'import et export de drogue.

A. M.